

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	128 (1983)
Heft:	4
Artikel:	D'anciens généraux de l'OTAN de connivence avec Moscou dans son agitation pacifiste en Europe occidentale
Autor:	Weiss, Peter
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-344512

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

D'anciens généraux de l'OTAN de connivence avec Moscou dans son agitation pacifiste en Europe occidentale*

d'après Peter Weiss

1. Le Conseil mondial de la paix

A la fin de 1982 s'est tenue à Lisbonne une réunion du Bureau du Conseil mondial de la paix, institution d'inspiration soviétique. On y décida que 1983 serait l'Année de combat pour le triomphe des grandes initiatives en faveur de la paix et du désarmement visant à «neutraliser les forces impérialistes assoiffées de guerre» et «faire échouer les plans d'armement de l'OTAN, lesquels menacent la sécurité des peuples». Le Conseil mondial de la paix entend donc déclencher une offensive populaire généralisée contre le système de défense de l'OTAN en s'attachant à détruire avant tout son fondement, c'est-à-dire les rapports de confiance entre les Etats de cette alliance et surtout entre les Etats-Unis d'Amérique et leurs partenaires européens. Cela devrait permettre à l'Union soviétique d'étendre son emprise sur toute l'Europe occidentale sans tirer un seul coup de fusil, donc sans courir le risque d'une guerre, qui serait catastrophique pour le monde communiste aussi.

* Le texte original paraît ce mois-même dans l'*Allgemeine Schweizerische Militär-Zeitschrift*. Nous remercions sa rédaction de son obligeance.

Le Conseil mondial de la paix veut donc amplifier encore l'offensive pacifiste, conduite selon les meilleures méthodes de la guerre froide, conformément aux vœux d'Andropov, nouveau chef du parti communiste soviétique. Il lui faut, à cet effet, coordonner les actions des mouvements pacifistes composés de groupes fort hétérogènes. Aussi le Conseil mondial de la paix organise-t-il du 15 au 19 juin de cette année, à Prague, un rassemblement mondial des peuples en faveur de la paix et contre la guerre atomique. Il projette d'ailleurs d'inviter de nombreuses organisations pacifistes du monde libre qui, jusqu'ici, ne collaboraient pas avec lui.

Dans son très discutable combat pour la paix, Moscou recourt à la tactique de la boule de neige: on lance une boule sur la «pente» choisie (c'est-à-dire celle des aspirations latentes et légitimes à une existence préservée de la guerre). En roulant, la boule grossit et finit par déclencher une avalanche. Il y a quelques années, le Comité central du parti communiste soviétique a chargé le Conseil mondial de la paix, présidé par le communiste indien Romesh Chandra, de faire en sorte que s'extériorisent au bénéfice de Moscou les désirs de paix perceptibles

dans de larges couches de la population du monde occidental. Il lui a aussi donné pour tâche de rassembler imperceptiblement tous les groupes de pacifistes en un grand mouvement inspiré par le Conseil mondial de la paix et destiné à miner l'Alliance atlantique.

2. Le rôle des partis communistes nationaux

Il convient de relever que, sur instruction de Moscou, les sections nationales du Conseil mondial de la paix coopèrent étroitement avec le parti communiste de leur pays. On peut tirer d'utiles informations à ce propos du périodique «UZ-EXTRA» du parti communiste de la République fédérale d'Allemagne. Ce parti voit dans l'exploitation des sentiments pacifistes une possibilité bienvenue d'élargir de façon déterminante son impact sur la population: il s'agit de susciter des oppositions extra-parlementaires, des mouvements de masse rassemblant des groupes de toutes tendances. Le parti doit même accepter, par pure tactique momentanée, de s'allier à des associations qu'il combat habituellement, si, ce faisant, il parvient à imprimer au mouvement pacifiste un caractère antioccidental.

C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le plan d'action 1983 contre le renforcement de l'OTAN. La campagne vise surtout l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie et doit être menée par de nombreux groupes d'agitation non violente au sein des

quels les communistes reconnaissent qu'ils ne seront pas majoritaires, mais auxquels ils devraient pouvoir réussir à imprimer leurs propres vues et leur discipline, qu'ils feront bénéficier de leurs puissants moyens financiers comme aussi du travail de sape préparatoire accompli par leurs avant-gardes clandestines. Le président du parti communiste allemand a d'ailleurs exprimé son optimisme en automne 1982 en disant, devant son comité, que chacun savait combien pouvait devenir efficace une lutte extra-parlementaire dès le moment où elle était prise en charge par les quelque 50 000 communistes allemands parfaitement organisés et disciplinés.

3. D'anciens généraux de l'OTAN apparaissent dans le sillage de Moscou

Depuis deux ans, le «combat pour la paix» téléguidé de Moscou bénéficie du soutien d'un ensemble d'anciens officiers généraux de l'OTAN. On les appelle les «Généraux pour la paix» dans les milieux proches du Conseil mondial de la paix et même, depuis peu, les «Généraux pour la paix et le désarmement». Ils déploient une activité de plus en plus importante et diversifiée, orale et écrite, dont on peut penser qu'elle pourrait menacer la sécurité en Europe.

Ces militaires prétendent agir en toute indépendance, mais divers indices font penser qu'ils sont manipulés. Plusieurs d'entre eux sont membres du Conseil mondial de la paix. Selon

Erich Honecker, l'homme qui exerce le pouvoir en Allemagne de l'Est, les anciens officiers généraux de l'Ouest qui rejettent les plans de renforcement de l'OTAN, et dont il loue l'engagement pour cette cause, sont les suivants (discours du 7.5.81 au Congrès des organisations de jeunesse de son pays).

France: – amiral Antoine Sanginetti, ancien commandant de la flotte de la Méditerranée, membre du Conseil mondial de la paix

Grande-Bretagne: – brigadier Michael Harbottle, ancien membre de l'état-major de l'Académie militaire
– amiral E.F. Gueriz, directeur de l'Institut britannique d'études en matière de défense

Grèce: – général Giorgios Koumanakos, ancien sous-chef d'état-major général, membre du Conseil mondial de la paix
– général Hondrokonis

Italie: – général Nino Pasti, membre du Sénat, ancien adjoint au commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, membre du Conseil mondial de la paix

Norvège: – général John Christie, de l'armée de l'air

Pays-Bas: – général van Meyenfeldt, ancien commandant de l'Académie militaire de Bréda

Portugal: – général Francisco Da Costa-Gomes, ancien chef d'Etat-major général, membre du Bureau du Conseil mondial de la paix

– général Vasco dos Santos/Gonçalvès, ancien chef du gouvernement(?)

République fédérale d'Allemagne:
– général Gerd Bastian, ancien commandant de la 12^e division blindée
– général von Baudissin, ancien directeur du collège de défense de l'OTAN

Etats-Unis d'Amérique: – amiral John Marshall Lee, ancien chef de la planification auprès du sous-secrétaire d'Etat à la défense
– amiral Gene La Rocque

4. Les concertations et les actions globales des «Généraux pour la paix», anciens de l'OTAN

C'est à l'occasion du «Parlement mondial des forces pacifiques» de septembre 1980, à Sofia, que quelques-uns des anciens officiers généraux figurant sur la liste ci-dessus se sont rencontrés pour la première fois afin de déterminer les grandes lignes de leur action. Depuis lors, ils ont noué des contacts directs avec des officiers de l'état-major soviétique. La première fois ce fut lors de la célébration du nonantième anniversaire du pasteur Martin Niemöller, à laquelle avait été invité le général Milstein, ancien commandant de l'Académie militaire de Moscou, devenu conseiller militaire auprès de l'Académie soviétique des sciences. Au début de 1982 se déroula à Cambridge, à l'initiative du Conseil mondial de la paix, un congrès international de médecine contre une

guerre nucléaire. Ensuite, eut lieu à Francfort-sur-le-Main, une réunion internationale de l'organisation crypto-communiste des juristes démocrates. Des «Généraux pour la paix» participèrent à ces deux manifestations, en partie à titre d'experts, comme aussi le général soviétique Pawel Guds en ce qui concerne celle de Francfort. Ensuite, commencèrent les voyages successifs à Moscou et dans d'autres Etats socialistes de plusieurs de ces «Généraux pour la paix». Ils discutèrent avec des militaires soviétiques en service actif des possibilités de préservation de la paix et de l'éventualité d'une conférence commune d'anciens officiers de l'OTAN et de généraux en charge des armées du Pacte de Varsovie. Cette intention a été dûment rendue publique par un général anglais dans la revue *For Human Survival*; il y relève notamment le fait que, à son avis, les grands chefs soviétiques bénéficient d'une bien plus grande liberté d'expression que leurs collègues occidentaux à propos du dialogue pour la paix.

En 1981, le général hollandais van Meyenfeldt s'était rendu à la conférence du parti paysan bulgare pour y manifester son opposition au renforcement de l'OTAN. On pense, d'autre part, qu'il cultive d'étroites relations avec les dirigeants de la Conférence chrétienne de paix de Prague, chargés par Moscou de s'infiltrer dans les Eglises réformées, d'Europe occidentale notamment.

En février 1982, un groupe de

«Généraux pour la paix» s'est réuni discrètement à Vienne pour faire le bilan des activités passées et pour élaborer des propositions, qui furent ensuite remises aux organes directeurs de l'ONU à l'intention des participants à la seconde session spéciale de cette organisation sur les problèmes de désarmement. Les participants à la réunion ont envisagé de se constituer en une association d'une forme juridique leur permettant de se faire reconnaître par l'ONU en qualité d'organisation non étatique bénéficiant d'une sorte d'officialité. Ils ont obtenu un certain succès à ce propos, puisque, en mars 1982 déjà, deux «Généraux pour la paix» figuraient sur la liste des représentants officiels de leur groupe lors de la réunion à Genève d'un comité spécial pour le désarmement, constitué par les associations non étatiques reconnues par l'ONU.

Lors de la réunion de Vienne, les «Généraux pour la paix» avaient aussi décidé de tenter la création de groupements nationaux et d'augmenter sensiblement le nombre des destinataires de leurs documents parmi les états-majors de l'OTAN.

Des «Généraux pour la paix» ont tenu une nouvelle rencontre discrète à Vienne à la fin de l'année 1982. Ils y ont décidé de leur programme d'action 1983 et élaboré une résolution de rejet des plans de renforcement de l'OTAN comme aussi de la «Solution Zéro» à propos des missiles de portée moyenne et déclaré qu'il convenait d'accorder

un accueil très positif à la «Déclaration de Prague» publiée en janvier lors du sommet des forces du Pacte de Varsovie, tout comme aux récentes propositions de désarmement formulées par Andropov. Ils ont, en outre, décidé d'adresser une déclaration de soutien aux évêques catholiques des USA qui étaient en train de préparer leur lettre pastorale contre le renforcement des armements nucléaires. Ils sont aussi convenus de participer pleinement, du 18 au 20.2.83, à Nuremberg au «Tribunal» destiné à condamner les plans de renforcement de l'OTAN. Finalement, ils se sont déclarés disposés à fonctionner comme experts lors des manifestations à venir du Conseil mondial de la paix et de ses organisations satellites camouflées.

Toutefois, la décision principale prise à Vienne fut celle de tenir en automne 1983, en principe à Vienne, la rencontre entre «Généraux pour la paix» et officiers de haut rang, en activité de service, de pays du Pacte de Varsovie. Cette réunion avait été prévue pour la fin de 1982 mais avait été reportée à une date jusqu'alors indéterminée pour des raisons demeurées inconnues.

Du 6 au 9.2.83, et de nouveau à Vienne, trois «Généraux pour la paix» ont pris part, avec un général soviétique et un général bulgare, à une réunion préparatoire organisée sous l'égide du «Comité international pour la sécurité et la coopération en Europe», organe lié au Conseil mondial

de la paix et ayant son siège à Bruxelles.

D'autres «Généraux pour la paix» ont effectivement pris part aux délibérations du «Tribunal contre les armes de destruction massive à l'Est et à l'Ouest», qui a siégé en février 1983 à Nuremberg comme prévu. Un officier soviétique cité comme témoin a précisé que l'armée de son pays était une force de paix, rappelé que son gouvernement s'était engagé à ne pas recourir le premier aux armes nucléaires et déclaré que l'Union soviétique ne possédait, en matière atomique, que des moyens de riposte. Ces informations ont amené un ancien officier ouest-allemand à lancer un appel à tous les «militaires patriotes» de son pays, afin qu'ils se déclarent objecteurs à la guerre nucléaire et refusent d'être les instruments d'une politique de défense, qu'il taxe de préjudiciable à leur patrie. Il convient de signaler, qu'en plus des militaires, le Tribunal a aussi entendu un certain Daniel Ellsberger, ancien agent de la CIA passé au service du KGB et interdit de séjour dans plusieurs pays d'Europe.

Plusieurs «Généraux pour la paix» n'hésitent pas à prendre la parole régulièrement lors de manifestations internationales ou nationales d'hostilité à l'OTAN ou marchent même en tête de cortèges de protestation, comme Sanguinetti à Paris.

5. Les publications des «Généraux pour la paix»

Le professeur Gerhard Kade, d'Al-

lemagne fédérale, membre du Conseil mondial de la paix et de l'Institut international pour la paix (Vienne), président de la Commission du désarmement de la Conférence chrétienne pour la paix (Prague) semble jouer un rôle moteur important auprès des «Généraux pour la paix» en ce qui concerne la publication de leurs écrits. C'est lui qui, en été 1981, a fait paraître l'ouvrage intitulé «Généraux partisans de la paix» (*«Generäle für den Frieden»*), dans lequel sont rassemblées les opinions conformes aux vues européennes de Moscou de plusieurs d'entre eux. Des comptes rendus élogieux de cet ouvrage ont aussitôt paru dans le bulletin officiel du Conseil mondial de la paix et dans le fascicule 9/1981 de l'organe communiste *Problèmes de la paix et du socialisme*.

Sept des «Généraux pour la paix» se sont rencontrés le 25.11.1981 à La Haye pour élaborer un mémorandum commun d'opposition aux plans de renforcement de l'OTAN. Ils ont adressé ce document aux principaux généraux en activité de cette organisation ainsi qu'à des officiers de leurs états-majors.

A la fin de 1982, les «Généraux pour la paix» ont confirmé leur intention de publier en 1983 une brochure de combat imprimée en plusieurs langues et intitulée «Dix questions, dix réponses».

Ces derniers temps, certains «Généraux pour la paix» ont écrit divers articles accusateurs publiés dans le périodique déjà cité *Problèmes de la*

paix et du socialisme. Dans le fascicule 10/1982, le Portugais Da Costa-Gomes intitule son article «Le genre humain ne tolèrera pas que se produise l'apocalypse nucléaire». Quant au Conseil mondial de la paix, il a diffusé, il y a quelques mois, un texte de l'Allemand Bastian, «Guerre nucléaire en Europe», une brochure «Les euromissiles et l'équilibre global des forces Est/Ouest» de l'Italien Pasti ainsi qu'un pamphlet «Le réarmement mondial menace l'humanité tout entière» de l'Américain La Rocque.

6. Actions dans le cadre national

En Grèce, le général Koumanakos est parvenu à constituer un groupe de 12 sympathisants parmi ses collègues retraités et à obtenir la collaboration de quelques officiers en activité de service. Des efforts analogues sont signalés dans d'autres Etats de l'OTAN et dans des pays neutres.

En Autriche s'est constituée une «Association des militaires autrichiens démocratiques» à la suite d'une série de conférences de l'Italien Pasti invité par le Conseil autrichien de la paix. A en croire un journal du parti communiste, cette association part en guerre contre le projet «Protection d'ouvrages», élaboré par l'état-major de la Bundesheer et destiné à créer des compagnies chargées de la protection d'ouvrages d'importance essentielle pour le pays.

Pasti avait auparavant tenté de provoquer de l'agitation en Suisse, mais il en avait été empêché. Il

participa toutefois à la «Démonstration pour la paix» du 5.12.81 à Berne, puis à une manifestation du Parti du Travail.

En *Allemagne fédérale*, le général Bastian s'est laissé aller à inviter ses anciens collègues en charge au refus d'obéissance. Un ancien officier supérieur, membre exclu du parti chrétien-social pour activités douteuses, s'est associé à un avocat pacifiste berlinois, à un député de la nouvelle gauche du Tyrol du Sud (Italie) et à un écologiste de Hesse pour aller trouver le colonel Kadhafi, à Tripoli, et lui remettre une carte topographique et des informations détaillées sur des installations de l'OTAN en Allemagne (source: *Intern-Informationen* du 29.7.1982).

Aux USA, l'amiral La Rocque et ses collaborateurs se montrent très acharnés dans leur campagne de dénigrement de la politique de défense de leur pays et de l'OTAN. Il en est de même d'un ancien membre important de la CIA proche du très douteux Institut d'études politiques.

7. Considérations d'ensemble sur les activités des «Généraux pour la paix»

Les actions des «Généraux pour la paix» qui viennent d'être décrites ne sauraient être ignorées. Elles sont dangereuses, car ces personnes sont des pions de marque habilement utilisés par Moscou. Souvent, leurs déclarations sont reprises sans aucune remarque critique par les media du monde libre. Ces hommes, qui avaient pourtant œuvré naguère en uniforme

dans les organes chargés de la préparation et de la conduite éventuelle de la défense militaire de l'Europe occidentale, sapent désormais plus ou moins consciemment la volonté de défense des peuples de cette région. Ils semblent trahir sans vergogne le serment qui les lie pourtant aux autorités de leur pays même après leur passage à la retraite.

Il convient de constater aussi que l'activité de ces anciens militaires ne contribue en rien à la préservation de la paix; elle accroît au contraire le danger de guerre. L'inconscience de ces hommes contribue à masquer le fait que Moscou entend utiliser les courants pacifistes à son seul profit en amenant leurs tenants à prôner le désarmement unilatéral de l'Occident. L'effondrement de la volonté de défense dans les pays de l'OTAN pourrait engendrer la tentation pour Moscou d'une mainmise militaire dès qu'on l'y considérerait comme peu risquée.

Il faut donc que les machinations des «Généraux pour la paix» sombrent dans le mépris général. Il serait d'ailleurs nécessaire que leur action soit interrompue et réprimée par les autorités nationales de chacun d'eux. Ces personnages expérimentés et formés leur vie durant au raisonnement stratégique ne sauraient en tout cas pas être taxés de simples naïfs. Ils sont pleinement au fait du rapport des forces militaires en Europe. Ce qu'ils entreprennent est bien une tentative dangereuse de désinformation: les

faits qu'ils décrivent sont déformés, leurs affirmations tendancieuses. Il est normal que Moscou prise leur œuvre de démolition, car elle peut empêcher l'Ouest de rétablir l'équilibre de puis-

sance militaire Est/Ouest et d'acquérir à nouveau une aptitude crédible à se défendre, garantie de paix pour notre temps.

P. W.

Centre d'histoire et de prospective militaires

Programme du cours d'histoire 1983

Jeudi 28 avril 1983 17 00 – 18 30	« L'emploi du choc: recherches sur la tactique des Suisses à la fin du XV ^e siècle – essai d'analyse de l'iconographie de Diebold Schilling»
Jeudi 26 mai 17 00 – 18 30	« Le facteur de l'incertitude à la guerre: Davout à Auerstaedt, 14 octobre 1806»
Jeudi 30 juin 17 00 – 18 30	« Les limites de la puissance de feu: le cas du siège de Sébastopol, 1854-1855»
Jeudi 27 octobre 17 00 – 18 30	« La manœuvre des masses: la pensée d'Engels (I)»
Jeudi 24 novembre 17 00 – 18 30	« La pensée d'Engels (II) ».

Les cours sont donnés au Pavillon de recherches Général Guisan,
119, avenue Général-Guisan, 1009 Pully.

Inscriptions pour les non-membres: Case 188, 1001 Lausanne.